



Solidarité
sans frontières

PAGE 3

Women* in Exile

Plus de 20 ans
de résistance
migrante fémi-
niste

PAGES 7 – 10

Dossier: Qu'est-ce qu'un espace safe?

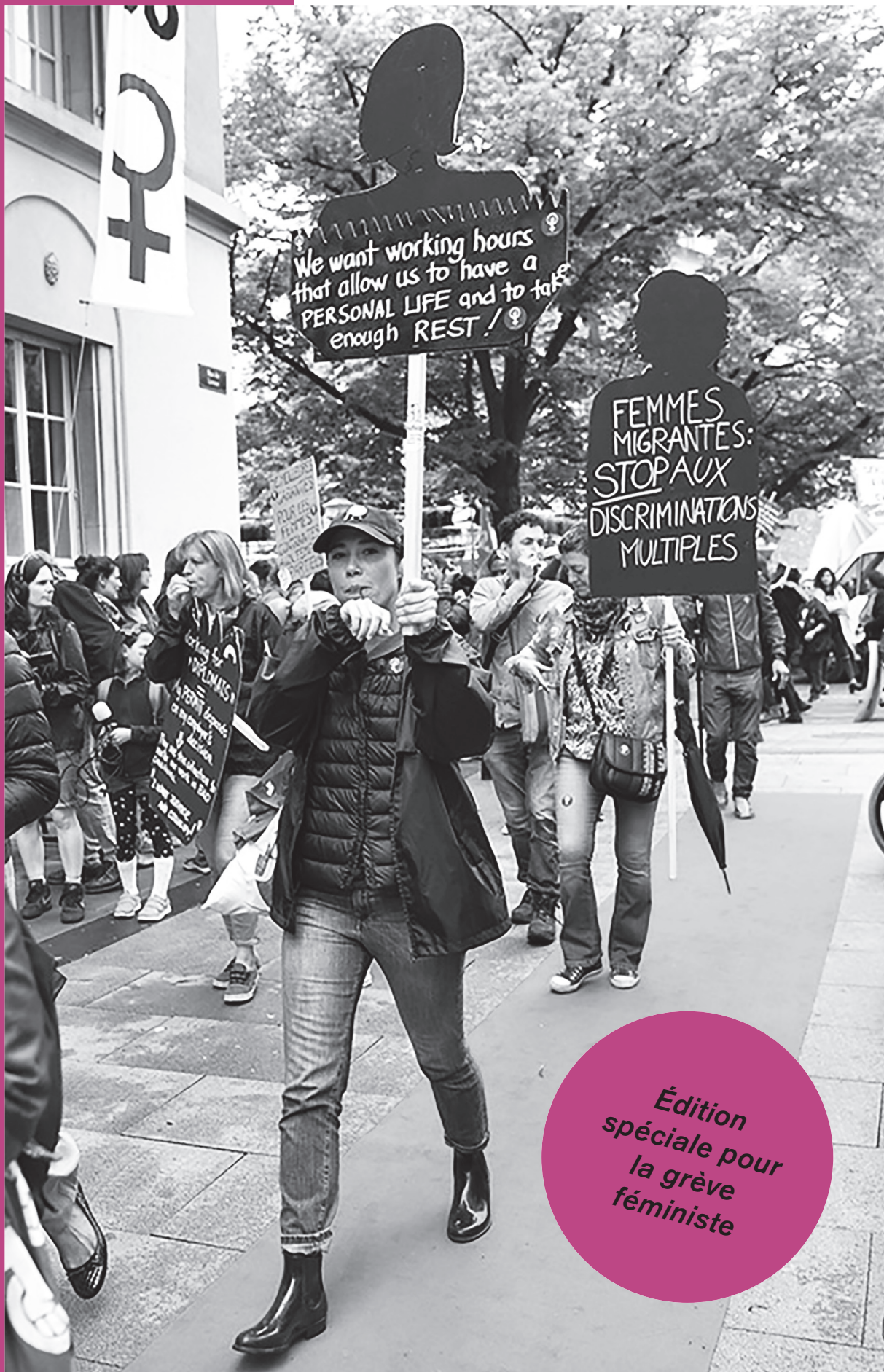
Différentes
perspectives sur
les « espaces
sûrs »

PAGES 11 – 13

Infotour

En grève contre
le patriarcat et
le régime des
frontières

sosf.ch



Édition
spéciale pour
la grève
féministe

Pour des grèves nombreuses et sauvages !

Il n'y a pas de « crise migratoire », ni en Suisse ni ailleurs. Au lieu de cela, il y a les crises réelles qui poussent à la migration – des crises comme le capitalisme, la guerre et l'urgence climatique – et les crises créées par l'Europe aux frontières, qui sont utilisées pour justifier davantage de politiques sécuritaires et de violence.

Ce que nous devons comprendre, c'est que la migration est une forme de réparation. La migration est un règlement de comptes avec la violence mondiale. Ce n'est pas un hasard si la grande majorité de personnes migrantes et réfugiées d'aujourd'hui sont des personnes noires et brunes originaires de pays pauvres; rendus pauvres, par des siècles d'impérialisme, d'exploitation et de sous-développement forcé. Il existe un lien étroit entre l'exploitation dans le monde et la migration: de plus en plus de personnes sont chassées de leurs terres à cause des accords commerciaux coloniaux, de l'exploitation minière, de la déforestation et du changement climatique.

Pendant ce temps, les oligarques au pouvoir craignent que la détresse économique et sociale causée par l'inflation, la stagnation des salaires, les mesures d'austérité, la pandémie et la crise énergétique ne devienne insupportable pour des dizaines de millions de personnes. Des représentant-es comme Kristalina

Georgieva, directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), ou le secrétaire général de l'OTAN, Stoltenberg, s'alarment du risque de troubles sociaux.

Les troubles sociaux sont un synonyme de grève – l'arme la plus importante dont disposent les travailleur-euses. Bien utilisées, elles peuvent paralyser et détruire le pouvoir économique et politique de la classe des milliardaires. Les grèves sont ce que ces personnes craignent le plus. Avec l'aide des tribunaux et de la police, elles tentent d'empêcher les travailleur-euses de paralyser l'économie. Ces luttes qui s'annoncent sont cruciales. Si nous commençons à briser le pouvoir des entreprises par des grèves, nous pouvons commencer à reprendre le contrôle de nos vies.

Hier comme aujourd'hui

Les puissant-es d'aujourd'hui sont aussi vicieux et avarés que ceux du passé. Ils se battent avec tous les moyens à leur disposition pour réprimer les révoltes. Lorsque le philosophe russe Alexander Herzen s'est adressé à un groupe d'anarchistes sur la manière de renverser le tsar, il a rappelé à ses auditeurs que leur tâche n'était pas de sauver un système mourant, mais de le remplacer: « Nous ne sommes pas les médecins. Nous sommes la maladie. »

C'est une perte d'énergie que d'essayer de réformer le système de pouvoir des grandes entreprises ou de faire appel à elles et à leurs représentant-es. Nous devons nous organiser et faire grève. Les puissants de la politique et de l'économie n'ont pas l'intention de partager le pouvoir ou les richesses. Ils perpétuent les tactiques impitoyables et meurtrières de leurs ancêtres. C'est pourquoi c'est à la résistance des nôtres que nous devons revenir. J'en appelle à la désobéissance civile. Je suis d'avis que les dirigeant-es devraient toujours avoir peur du pouvoir du peuple. Mais nous n'y parviendrons que par une organisation sans failles, une présence collective et un travail commun et résistant – le 14 juin et au-delà.

Selam Habtemariam

Migrant Solidarity Network

Lors de la grève du 14 juin 2019, le syndicat SIT organisait à Genève une action pour mettre en lumière les revendications des travailleuses de l'ombre de l'économie domestique: un travail digne, un salaire juste, déclaré et un permis! Les silhouettes ont été préparées par les personnes concernées pour afficher la présence symbolique de celles qui ne pouvaient ni faire grève, ni participer à la manifestation en raison de leur grande vulnérabilité. Les photos de cette action, qui illustrent le bulletin, ont été prises par Eric Roset.



Women* in Exile restent bruyantes

Organisation autonome contre les discriminations multiples

Depuis 20 ans, Women* in Exile s'organise en Allemagne et au-delà – pour renforcer les droits des femmes* réfugiées de manière auto-organisée. En juin, elles viendront en Suisse pour une tournée d'information.

Women* in Exile est une initiative de femmes* réfugiées, fondée en 2002 dans le Brandebourg. Nous avons décidé de nous organiser en tant que groupe de femmes* réfugiées parce que nous avons fait l'expérience que les femmes* réfugiées sont doublement discriminées, non seulement par les lois racistes et les lois discriminatoires sur les personnes réfugiées, mais aussi en tant que femmes*.

«La base de notre travail est l'autonomisation et la mise en réseau: les femmes qui ont fui apprennent les unes avec les autres et les unes des autres – afin de se faire entendre dans la société et de lutter contre les discriminations multiples.»

En tant que femmes* réfugiées, nous sommes constamment confrontées à des frontières visibles et invisibles. À ces frontières, l'autonomie et la liberté de mouvement des femmes réfugiées sont réglementées. Leur décision quant au lieu et à la manière dont elles veulent vivre est déterminée de l'extérieur. L'accès aux soins de santé est précaire et inefficace. Les interdictions de travailler poussent les personnes à dépendre de l'arbitraire des autorités ou à travailler de manière irrégulière. La politique d'asile favorise un climat social dans lequel les personnes réfugiées sont déshumanisées et dévalorisées. Ces conditions ont entraîné non seulement des suicides ou des tentatives de suicide de femmes, mais aussi des féminicides.

En termes de politique concrète, nous nous concentrons sur l'abolition de toutes les lois qui discriminent les personnes requérantes d'asile et les personnes migrantes, ainsi que sur les liens entre le racisme et le sexisme. Notre objectif politique fondamental est l'utopie d'une société juste, sans exclusion ni discrimination, avec les mêmes droits pour toutes et tous, indépendamment de leur provenance et de leur destination.

20 ans d'auto-organisation

La base de notre travail est l'autonomisation et la mise en réseau: les femmes qui ont fui apprennent les unes avec les autres et les unes des autres – afin de se faire entendre dans la société et de lutter contre les discriminations multiples. Au cours des deux dernières décennies, nous avons franchi de nombreuses frontières et construit de nombreux ponts afin d'autonomiser les femmes réfugiées.

Nous nous mettons en réseau et travaillons avec des ami-es et des groupes qui n'ont pas l'expérience de l'exil ou de la lutte pour les droits des femmes – nous considérons que nos luttes sont similaires et pourtant différentes. Nous dénonçons la discrimination, le racisme, le sexisme et la violence avec une solidarité ouverte. Nous nous considérons comme une organisation féministe. Nous avons créé des forums au niveau international afin de rendre visible ensemble le travail des femmes dans tous les domaines du quotidien. Dans ces forums, nous discutons et découvrons comment nous pouvons travailler ensemble pour construire une solidarité féministe forte et inclusive et pour surmonter les lois qui nuisent aux droits des femmes.

Pour citer une militante, «l'histoire de la lutte des femmes pour l'égalité n'appartient ni à une seule féministe ni à une seule organisation, mais aux efforts conjugués de toutes».

Ensemble, on ne peut pas nous arrêter

Il est important de s'organiser et de construire des ponts entre les personnes exilées et le mouvement féministe. Pour construire un féminisme qui soit inclusif et intersectionnel, un féminisme à l'écoute de toutes les femmes et qui se batte pour mettre fin aux structures racistes, sexistes et discriminatoires. Nous devons apprendre à construire des ponts intersectionnels au sein de notre groupe et au-delà – des ponts de solidarité malgré nos différences, en réfléchissant à nos privilèges. Nous ne pouvons pas réussir si une partie d'entre nous, en tant que personnes réfugiée ou migrante, est retenue dans la lutte pour l'égalité des droits. Nous avons besoin d'un effort collectif de la part de toutes les personnes qui s'engagent pour les droits humains et pour une société juste et inclusive.

Militantes de Women* in Exile



Prévention défaillante de la violence dans les camps d'asile

La mémoire et l'organisation pratique contre les féminicides

Un féminicide dans le centre d'accueil pour requérant·es d'asile de Büren met en lumière les lacunes systématiques du système d'asile. Marwa Younes, de l'ONG Brava, lutte avec des personnes concernées et solidaires contre le silence des responsables.

Sosf: Marwa Younes, le féminicide et l'hélicide sont des termes importants dans votre travail politique. Que signifient-ils exactement ?

Marwa Younes: Je m'occupe en particulier des féminicides. Le terme de féminicide désigne le meurtre de femmes par la violence patriarcale. Le terme implique également la responsabilité de l'État d'assurer l'existence des femmes et des personnes perçues comme des femmes.

Des exemples comme le meurtre de Jamilia sont également qualifiés d'hélicide pour souligner la responsabilité structurelle de l'État suisse et le racisme qui y est associé. Dans le cas de Jamilia, la responsabilité de sa mort incombe également au SEM – parce que celui-ci a ignoré son expérience de la violence. Il a ignoré son besoin de protection.

Cela a eu des conséquences tragiques: en avril 2022, Jamilia a été assassinée dans le centre d'asile de Büren an der Aare. Que s'est-il passé ?

Dans la nuit du 23 au 24 avril 2022, Jamilia a été tuée par son mari dans le centre d'asile où elle vivait. Les cinq enfants mineurs, âgés de 8 mois à 12 ans, ont été témoins du meurtre. En entendant les cris de Jamilia et des en-

« Des exemples comme le meurtre de Jamilia sont également qualifiés d'hélicide pour souligner la responsabilité structurelle de l'État suisse et le racisme qui y est associé. »

fants, les résident·es du centre d'hébergement se sont immédiatement dirigés vers la chambre. Deux résident·es se sont précipités dans la chambre et ont fait sortir les enfants. Le veilleur de nuit, un homme de 20 ans, très intimidé, a immédiatement alerté la police et l'ambulance. La police n'est arrivée qu'au bout d'une demi-heure et l'ambulance au bout de 40 minutes. Grâce à un rapport de police, nous avons découvert que Jamila était encore en vie lorsque la police est arrivée. À l'arrivée de l'ambulance, elle était morte.

Vous étiez sur place le lendemain – qu'avez-vous vu ?

Lorsque j'ai appris le féminicide, je me suis rendue le jour même directement au centre d'hébergement de Büren. Les enfants étaient dans la pièce voisine de celle où le père était interrogé par la police. Ils pouvaient entendre sa voix. Entre 8 et 9 heures du matin, les enfants ont ensuite été emmenés dans des foyers séparés. Le père a été envoyé en prison. Les résident·es m'ont raconté que quelques semaines avant sa mort, Jamilia s'était rendue à la direction du camp et avait parlé de sa propre expérience de la violence et de celle des enfants. Sa demande a été minimisée par racisme. Aucune mesure n'a été prise. De mon point de vue, il s'agit de non-assistance à personne en danger, ce qui a contribué à la mort de Jamilia. Sa mort était prévisible.

Que s'est-il passé depuis lors ? Y a-t-il eu, par exemple, un dialogue avec la Croix-Rouge suisse (CRS), l'organisation qui s'occupe du centre d'asile à Büren ?

Nous avons par la suite créé le groupe «Justice pour Jamilia – Justice pour toutes et tous». Nous avons écrit une lettre ouverte à la CRS et à la police avec des questions sur le meurtre et la responsabilité liée au meurtre. À la police, nous avons posé des questions critiques sur

le traitement des résident·es et sur les raisons de son arrivée tardive sur les lieux. À la CRS, nous avons demandé pourquoi elle n'avait pas agi plus tôt. Une semaine plus tard, nous avons reçu une réponse de la police. La CRS n'a pas donné de réponse officielle à ce jour. Par la suite, nous avons manifesté ensemble à Zollikofen, près de Berne, devant le siège local de la CRS. Nous avons demandé à la direction de nous parler, mais nous n'avons pas été

entendu·es à ce jour.

Un aspect central de ces actes de violence est qu'ils sont souvent tout simplement effacés de la mémoire publique. Comment lutez-vous contre l'oubli – contre l'oubli de l'acte, mais aussi contre l'oubli de Jamilia ?

Le moyen le plus efficace pour lutter contre l'oubli est de se souvenir. Le 23 avril 2023, nous avons organisé un pique-nique du souvenir. Y ont participé, entre autres, des personnes qui ont elles-mêmes survécu à des féminicides. Et nous abordons toujours le sujet et le cas concret sur de nombreuses plateformes et désignons les



responsabilités. Nous avons été fortement critiquées pour cela. Par exemple par la CRS elle-même.

J'avais évoqué le féminicide de Jamilia lors d'une table ronde et avais émis des critiques sur la CRS. J'ai été décriée par une collaboratrice de la CRS assise dans le public et rapidement contactée par une autre collaboratrice cantonale de la CRS quelques semaines plus tard. Elle voulait me parler de mes propos. En contrepartie, je lui ai proposé un entretien sur les mesures structurelles de prévention de la violence. Elle a refusé. Elle ne voulait apparemment parler que de la forme de ma critique, mais pas de la question de savoir si et comment son organisation traitait le fond de la critique. J'ai eu le sentiment qu'il s'agissait uniquement de réprimander la femme migrante qui se défendait.

Chez Brava, où vous travaillez, vous vous concentrez sur les thèmes de la violence sexualisée, de la fuite et de l'asile et vous essayez de les rendre visibles – par exemple avec le projet Stimmen. Que faites-vous exactement et quel est votre objectif ?

Brava est une organisation de lutte contre la violence faites aux femmes, qui s'adresse également aux femmes trans* et aux personnes non-binaires. Au niveau parlementaire, nous soutenons des interventions et des dossiers qui contribuent à améliorer la situation des femmes réfugiées. L'année dernière, nous avons créé un poste pour le projet Stimmen. Il s'agit de promouvoir l'auto-organisation des femmes réfugiées. Pas seulement, mais aussi, avec de l'argent. Nous voulons mettre en place un « safer space » [voir dossier p. 7-10] pour aborder ensemble les problèmes quotidiens et les expériences de violence, mais aussi la précarité et le statut de séjour. Brava tente ainsi de créer une tribune pour les personnes qui n'ont souvent pas le droit de s'exprimer.

En parlant de tribune, dans quelle mesure la grève féministe à venir est-elle également une tribune de et pour les femmes réfugiées ?

D'une manière générale, je trouve que les réalités des femmes réfugiées doivent justement être davantage

prises en compte par les collectifs de grève. Le mouvement féministe doit reconnaître encore plus largement qu'une grande partie de la société est touchée par le régime de l'asile. Environ un quart de la population ne peut pas voter, des dizaines de milliers de personnes sont exclues du marché du travail ou sont illégalisées. Si l'accent est mis sur des thèmes tels que l'AVS ou l'égalité salariale, cela n'inclut pas de nombreuses personnes exilées. Les féministes doivent être conscientes qu'il existe différents féminismes. Et dans le féminisme blanc, il n'y a souvent pas de place pour les personnes réfugiées et migrantes. C'est pourquoi le mouvement féministe doit devenir plus intersectionnel.

Comment renforcer de telles perspectives intersectionnelles et antiracistes ?

Nous ne le faisons qu'en nous orientant vers les personnes touchées par l'oppression. Il existe de nombreux accès aux camps, via des collectifs, des groupes de visite ou des personnes concernées. Ces accès doivent être utilisés plus activement afin de recueillir plus systématiquement les préoccupations des femmes réfugiées. Encourageons-les à prendre la parole et à s'exprimer en public. Il est important pour moi de souligner que ce n'est pas seulement la tâche de la grève féministe, mais aussi celle des mouvements de gauche en général. Le premier mai approche également [ndlr: au moment de l'entretien]. Le mouvement ouvrier doit lui aussi s'en préoccuper davantage. L'interdiction de travailler pour certaines personnes migrantes est un énorme scandale. C'est la prophétie auto-réalisatrice de l'isolement et de la précarité. La politique d'asile actuelle, avec son interdiction de travailler et ses différents statuts de séjour, n'est rien d'autre que la poursuite du modèle de rotation du régime des travailleurs immigrés. Nous devons nous organiser contre cela.

Marwa Younes

travaille chez Brava, en tant que responsable du travail politique et est militante au sein de Justice pour Jamilia et de la « Migrantische Internationale ».

Un récit d'Aska, réfugiée queer et activiste avec Queeramnesty

« J'étais une réfugiée queer et les deux désavantages se sont combinés »

Je considère que la procédure d'asile a commencé quand j'ai décidé de fuir mon pays d'origine: à partir du jour où la dernière goutte d'espoir que je puisse y vivre librement et en sécurité s'est évaporée. Il était assez difficile de savoir que je devrais détruire ma vie, déjà précaire parce que non conforme aux normes sociales et morales, et construire une nouvelle vie à la place. Parce qu'en tant que queer dans un environnement cis-hétéronormatif oppressif/moraliste, il m'a fallu des années pour trouver toutes les astuces pour survivre, des ami-es qui me donnaient l'impression d'être soutenue, mes propres espaces de sécurité pour guérir. Ainsi, j'avais pu échapper un peu à la violence de

considérées comme plus faibles. Même sans savoir directement que j'étais queer, diverses autorités (gangs, soldats, hommes) en ont conclu que j'étais immorale. Il n'était pas difficile de deviner qu'ils pensaient que je n'avais pas de famille pour me soutenir, que personne ne me retrouverait s'il m'arrivait quelque chose, et que tout ce qui m'était fait dans ces zones floues disparaîtrait. J'ai dû cacher au fond de mon sac à dos mon écharpe arc-en-ciel, que j'avais emportée avec moi pour la porter librement dans ma nouvelle vie. Parce que je savais à quel point nous étions déjà proches de la mort sur les routes migratoires, j'avais peur que l'arc-en-ciel ne m'en rapproche encore.

en arrière-plan et au contraire, me rendait invisible lorsque je voulais être vue. La société m'a fait vivre ces deux oppositions. Lors de la première audition sur l'asile, j'ai réalisé que l'enquêteur se comportait presque comme un comptable. La principale raison qui m'a poussé à fuir c'est l'oppression morale dans mon pays d'origine. Mais la personne en face de moi ne s'intéressait qu'aux chiffres et aux faits juridiques: « Combien de fois avez-vous été détenue, combien de jours passés en prison, combien de fois avez-vous porté plainte, combien d'années de condamnation? » Le rôle de la queerness dans toutes les difficultés que j'ai rencontrées a été ignoré. Si je n'avais pas de peine de prison à leur montrer, toutes les souffrances que j'ai endurées seraient nulles et non avenues. Même si nous venons de pays où le simple fait d'être queer met nos vies en danger, si nous n'avons pas de numéros ou de documents à présenter au SEM, les violations des droits subies ne comptent pas.

« Je n'aurais même pas accès à la protection inadéquate offerte par l'État à un réfugié masculin cishet ou à un Suisse blanc queer. J'étais une réfugiée queer et les deux désavantages se sont combinés. »

l'État et de la société. Lorsque j'ai été forcée d'émigrer, je savais que je perdrais tout cela et que je prendrais des années à le reconstruire. Dès le moment où j'ai commencé à réfléchir à la fuite, ma queerness et ses difficultés ont commencé à se manifester. Elles persistent, même aujourd'hui, après de nombreuses années. Chaque moment de la vie d'une personne réfugiée queer est intense et ne s'arrête jamais. Il y a eu de nombreux moments où l'on m'a rappelé que j'étais une réfugiée queer, alors que je voulais laisser tout cela derrière moi et vivre comme n'importe qui d'autre, juste être moi-même.

Doubles efforts pour survivre

Le fait d'être une queer seule sans homme cis pour « prendre soin » d'elle sur les routes migratoires illégales m'a forcée à faire des efforts et à m'inquiéter deux fois plus pour survivre. Dans un moment de crise, nous étions les personnes qui étaient sacrifiées plus facilement parce que considérées comme moins précieuses, et dans un moment d'attaque, nous étions les personnes qui étaient ciblées parce que

J'étais dans un camp de réfugié-es en Suisse lorsque j'ai enfin porté fièrement mon écharpe autour du cou. Cela a attiré l'attention des gens, je n'avais pas l'intention de leur donner de l'importance. Mais bientôt, le nombre de ces hommes a commencé à augmenter ; ils m'entouraient, s'immisciaient dans mon espace personnel, me traquaient et me harcelaient. Je suis allée voir l'administration du camp pour dire que je ne me sentais pas en sécurité et demander de l'aide, mais on m'a répondu qu'il valait mieux que je ne porte pas le foulard arc-en-ciel ni de vêtements révélateurs. C'est ainsi que s'est achevé mon premier dialogue non imposé avec l'État. Dès mon premier mois dans le camp, j'ai compris ce qui m'attendait en Suisse. Je n'aurais même pas accès à la protection inadéquate offerte par l'État à un réfugié masculin cishet ou à un Suisse blanc queer. J'étais une réfugiée queer et les deux désavantages se conjugaient.

On a ignoré ma queerness

Ma queerness attirait tous les regards sur moi lorsque je voulais vivre simplement

Pour me sentir en sécurité, regagner mes droits et mon existence sociale, j'avais besoin de plus que ce que le système suisse m'offrait. J'ai découvert la brochure « Vous n'êtes pas seul-e » de Queeramnesty alors que je me sentais constamment mal à l'aise en tant que queer seule dans un camp de réfugié-es. Je les ai contactés parce que j'avais envie d'un endroit où je ne serais pas étrangère. C'était la bonne décision, pour moi et pour les autres. Queeramnesty a été le premier endroit où j'ai pu me sentir en sécurité et à l'aise en tant que réfugiée queer. Aujourd'hui, en tant qu'activiste, Queeramnesty me permet de tendre la main aux personnes qui vivent des expériences similaires à celles que j'ai vécues il n'y a pas si longtemps et de leur faire sentir qu'elles ne sont pas seules.

Aska

Queeramnesty

Une version plus longue de ce texte est disponible sur notre blog

Dossier : Qu'est-ce qu'un espace safe?

Autocritique, autodéterminé, féministe

Le groupe de femmes* s'organise collectivement depuis dix ans dans et autour de l'école autonome de Zurich (ASZ). Un aperçu de dix ans d'auto-organisation.

Le groupe de femmes* est un collectif autocritique, autodéterminé et féministe au sein de l'école autonome de Zurich. Il existe depuis 2013. Durant cette période, les membres se sont organisées en collectif et ont vécu beaucoup de choses ensemble: des enfants qui venaient de naître ont rejoint le groupe, le groupe de femmes* s'est mobilisé contre les expulsions, a travaillé sur le traumatisme induit par ces dernières au sein du collectif, s'est battu pour son propre espace autodéterminé au sein

de l'école autonome et a participé à des manifestations. Enfin, de nombreuses amitiés se sont nouées et un impressionnant processus d'auto-organisation politique a vu le jour. Vous trouverez ci-dessous des citations tirées de différents articles et expositions auxquels le groupe de femmes* a participé au cours des dernières années.

(Ln) en coordination avec ASZ Frauen*gruppe

Journal des sans-papiers (Papierlosezeitung), 16 mai 2022

«Un mois après la naissance de ma fille, j'étais déjà revenue à l'ASZ. Le groupe de femmes* m'a aussi aidée avec les soins. Et j'ai pu allaiter ma fille dans l'espace femmes* sans couvrir ma poitrine. En Guinée, d'où je viens, ce n'est pas un problème d'allaiter un bébé en public, on n'a pas honte, tout le monde le voit».

«Ici, nous pouvons parler de nos corps, de la maternité, mais aussi des agressions. Ces sujets ne sont pas abordés ailleurs. Pourtant, chaque femme a quelque chose à dire à ce sujet».

«Ce sont alors des thèmes politiques, car le privé est politique! Ce n'est pas le problème de la femme si elle est harcelée. C'est le problème de notre société patriarcale, qui est – comme partout – également visible à l'ASZ».

Exposition Musée Strauhof, juin – septembre 2016

«Dans l'acte de la solidarité, nous voulons développer une attitude critique commune face aux inégalités de pouvoir existantes. La pensée et la réflexion communes constituent notre base».

«Nous demandons de l'espace pour l'individualité. Nous ne sommes pas tous-tes égaux-ales, mais tous-tes peuvent contribuer à façonner l'espace social et politique de manière individuelle. Pour cela, il faut un espace dans lequel les catégories patriarcales dominantes sont mises en échec».

RosaRot, printemps 2016

«L'ASZ est très animée. Des personnes requérantes d'asile ou des sans-papiers viennent, parfois avec des réponses négatives à leur demande d'asile. C'est un va-et-vient. C'est pourquoi notre tâche est de créer une continuité dans une situation instable. Nous construisons quelque chose, mais nous devons toujours recommencer».

«Ce qui m'importe, c'est que nous puissions, en tant que femmes, une fois nous réunir. Pour les hommes, il est évident qu'ils peuvent toujours être partout. Ils n'ont pas l'habitude d'être exclus. Mais ils ne se rendent pas compte que les femmes sont exclues partout».

Journal des sans-papiers, 26 août 2015

«À l'époque, nous avions le problème que l'école autonome n'était pas un lieu accueillant pour les femmes et les enfants. Nous avons donc demandé un tel espace pour le nouveau lieu. C'était notre premier objectif commun. Nous avons pour ainsi dire occupé des locaux et dit: «Un espace pour les femmes, tout de suite»».

«De la manière dont je le vis, nous n'avons pas de grands objectifs politiques. En même temps, les sujets qui nous préoccupent et dont nous discutons sont politiques, sans que nous les décrivions comme des «objectifs politiques»».

Inclusion des femmes* migrantes dans les luttes féministes

Sommes-nous vraiment invisibles ?

Sevda Güney est selon ses propres termes « réfugiée professionnelle ». Elle a vécu durant 2 ans dans différents camps. Quand elle posait trop de questions, on la transférait dans un autre endroit, sous prétexte qu'elle ne « respectait pas les règles » et « cherchait le luxe ». Maintenant que son statut est régularisé, Sevda continue de se battre pour de meilleures conditions de vie des personnes FLINTA migrantes. Elle livre ici une réflexion sans concession sur l'inclusion de ces personnes dans les luttes féministes et migratoires.

Pourquoi sommes-nous si invisibles ? Pourquoi les mouvements féministes, les associations et les personnes militantes que nous avons vus dans les grèves et le 8 mars dans les rues ne nous ont-ils pas aidés à faire entendre nos voix ? Pourquoi personne ne marche à nos côtés ? Pourquoi nos besoins sont constamment invisibilisés ?

Une autre question que je me pose est la suivante : où sont les femmes réfugiées qui ont fait une demande d'asile ? Et où sont les femmes qui ont obtenu un permis de séjour ? Que font-elles ? Quels sont les problèmes auxquels elles sont confrontées ? Comment résolvent-elles leurs problèmes ? Que font-elles lorsqu'elles sont confron-

turels, la violence ou les problèmes psychologiques – la liste pourrait s'allonger à l'infini. Pourquoi toutes ces difficultés auxquelles sont confrontées les femmes immigrées ne trouvent-elles pas suffisamment de place dans les luttes féministes ? Pourquoi sont-elles souvent ignorées ?

Or, dans de nombreux endroits du monde, les femmes luttent toujours contre les politiques réactionnaires, féodales et d'extrême droite. On pourrait dire que « femme » signifie presque lutter. Les femmes souvent ont courageusement pris la tête des luttes pour l'égalité sociale et politique, la défense de leurs libertés, la recherche de justice. La lutte des femmes est toujours porteuse d'espoir et nous rappelle chaque jour la valeur des luttes et des organisations collectives.

Pourtant, les femmes migrantes sont souvent absentes des luttes féministes. Dans le dossier consacré sur le site de Sosf (sosf.ch), de nombreuses sources, établies par l'autrice, étayaient ce constat.

« On pourrait dire que « femme » signifie presque lutter. Les femmes souvent ont courageusement pris la tête des luttes pour l'égalité sociale et politique, la défense de leurs libertés, la recherche de justice. »

tées à la violence domestique, au chômage, à l'isolement linguistique ? Que ressentent les femmes qui ne peuvent pas suivre de cours de langues ou les femmes qui ne peuvent pas participer à la vie sociale en raison de la pression sociale de leur propre communauté, qui sont parfois contraintes de prendre en charge seules leur famille ? Que font les femmes qui ne peuvent pas entrer sur le marché du travail, qui sont menacées par des rumeurs et des calomnies de la part de membres de leur propre communauté. Que ce soit au sein de leur propre foyer ou à l'extérieur, elles sont sans cesse sous pression.

Pourquoi les femmes réfugiées sont-elles seules ? Les raisons sont les barrières linguistiques, l'insécurité juridique, la discrimination sociale, les difficultés économiques ou la pression dans la famille. Mais aussi la sécurité des enfants, l'éducation, la santé, la pauvreté, la séparation, l'isolement social ou les problèmes de garde d'enfants. À cela s'ajoutent le sans-abrisme, les conflits

et d'obtenir une meilleure compréhension de leurs problèmes afin de trouver des solutions. En raison du manque de représentation adéquate des femmes immigrées dans les mouvements féministes, les solutions proposées sont souvent insuffisantes et les expériences des femmes immigrées ne sont pas entendues.

Le manque de participation des femmes à ces luttes est souvent dû aux attitudes sexistes et racistes de la société, ainsi qu'aux lacunes des mouvements féministes et des mouvements pour les droits des personnes immigrées. Les organisations féministes et les organisations pour les personnes réfugiées devraient accorder une plus grande attention aux problèmes des femmes réfugiées. Une attention particulière devrait être accordée à des questions telles que les difficultés rencontrées par les femmes réfugiées vivant dans des camps, la violence physique et psychologique, le harcèlement sexuel, l'accès aux services de santé, à l'éducation et au travail.

Féministes et « autres femmes »

La prise en compte de la voix des femmes immigrées leur permettrait de s'exprimer



Ce faisant, les organisations féministes ne devraient pas agir en prenant pour seule référence les valeurs de leur propre pays ; elles doivent tenir compte des différentes sensibilités, évaluer les différentes attentes, surmonter la barrière de la langue et établir une communication correcte et efficace avec les personnes concernées, être plus inclusives et se concentrer sur des problèmes plus actuels.

Des formes de communication plus concrètes devraient être développées. Par exemple, la grève féministe du 14 juin est très précieuse pour nous toutes, nous devons nous battre pour lui donner plus d'ampleur. Je pense que la même énergie est nécessaire pour la lutte permettant un accueil décent aux personnes réfugiées et particulièrement aux femmes, il s'agit d'une urgence.

Nous devons être militant·xes, inclusif·vexs, pour tou·txes, efficaces, sans peur et audacieu·xses. Nous n'avons rien à craindre, rien à perdre. Personne ne devrait avoir le pouvoir d'intimider des femmes qui ont déjà beaucoup perdu et encore moins par le biais de la précarité de leur statut.

Créer des espaces safe

Enfin, je voudrais parler d'un endroit très important que je considère comme essentiel : « l'espace safe ». Nous, les femmes réfugiées, avons parfois du mal à parler de nos expériences pour diverses raisons et nous sommes parfois écrasées sous le poids de nos difficultés, même entre nous. Parfois, nous parlons entre nous mais avons du mal à trouver des solutions seules. Les raisons sont multiples : la langue, la sécurité, les traumatismes, l'ignorance des structures politiques et sociales ou encore la perte d'identité et l'impossibilité d'obtenir un titre de séjour.

Dans ma propre expérience, j'ai toujours eu besoin d'un espace sécurisé. Cela me permet de m'exprimer, de me sentir moins seule, de lutter ensemble contre les problèmes rencontrés,

de nous soutenir mutuellement ou parfois simplement de boire un café ensemble, car, nous savons tous et toutes à quel point il est important d'avoir quelqu'un pour boire un café et partager un moment simple.

La création de tels espaces est donc très importante. Pourquoi ? Parce que nous sommes plus forts et fortes ensemble, nous croyons en cela. De plus, ces espaces aident les femmes à faire entendre leur voix plus fort et à lutter contre leurs problèmes. Ils fournissent également un environnement sûr pour que les femmes réfugiées puissent se rassembler, partager leurs expériences et obtenir du soutien.

Comment pouvons-nous créer ces espaces ?

Pour créer des « espace safe », les organisations locales de la société civile, les groupes d'activistes, les organisations féministes peuvent coopérer. Ces espaces doivent également être attentifs à la sécurité et au besoin de confidentialité des femmes réfugiées. De plus, ils doivent être conçus pour répondre aux différents besoins des femmes réfugiées. Par exemple, des services d'interprétariat peuvent être proposés pour les femmes ayant des barrières linguistiques et une garderie pour les enfants.

Toutes ces activités sont importantes dans la mesure où elles nous permettront de nous sentir « ensemble », d'agir et de lutter ensemble. Il est essentiel que nous puissions être soutenues de manière durable.

Sevda Güney

Un **espace safe** est un espace dans lequel les personnes FLINTA sont à l'abri des agressions sexistes, hétéropatriarcales, racistes et transphobes. La mixité y est choisie, c'est-à-dire que les personnes qui y sont présentes ne font pas partie des catégories de la société où sont surreprésentés les agresseurs. Au sein de l'espace safe, des règles de comportement, d'interaction et d'écoute sont formulées et soumises à l'approbation. La co-veillance, l'écoute radicale et le respect inconditionnel sont les bases du vivre ensemble au sein de ces espaces.

Trans* et réfugié*e : la résistance continue en Suisse

De nombreuses personnes trans* doivent quitter leur pays parce qu'elles sont persécutées en raison de leur identité de genre et de leur apparence physique. Une fois arrivées en Suisse, elles se voient à nouveau confrontées à un système discriminatoire multiple.

Beaucoup de personnes réfugiées trans* cherchent ici aussi des possibilités de s'engager politiquement. Transgender Network Switzerland s'est entretenu avec trois activistes. Ce sont toutes trois des personnes trans-femmes ou non-binaires qui ont demandé l'asile en Suisse ou l'ont déjà obtenu en raison de la transphobie dans leur pays d'origine. Havin, 22 ans, originaire du Kurdistan, a dû quitter la Turquie: «Je me suis engagé dans le mouvement LGBTQ+, féminin, kurde et socialiste en Turquie».

« Nous devrions apprendre des pratiques de lutte des réfugié·es transgenres et queer des pays que ces personnes ont dû quitter »

La Mnato raconte une histoire similaire. La Mnato a 30 ans et était active au Burundi dans une organisation appelée Rainbow Candle Light (RCL): «Je me suis engagée pour la promotion des droits humains en général, mais pour les droits des LGBTQ+ et dans la prévention du VIH en particulier». Reya, 34 ans, était également membre d'une organisation arc-en-ciel: Bahaghari, aux Philippines, avec laquelle elle s'est engagée contre l'homophobie, le racisme et le fascisme.

Pour toutes les trois personnes, il est clair qu'elles veulent poursuivre leur activisme en Suisse. Reya explique qu'il existe de bonnes relations avec les mouvements trans, queer et antiracistes: «Je souhaite que nos appels soient entendus – nos demandes de liberté et d'acceptation dans la société. Que les gens soient formés sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre et l'expression de genre». De son côté, La Mnato est nouvellement arrivée en Suisse et est encore à la recherche de contacts. C'est là que le Transgender Network Switzerland joue un rôle important: il met en réseau les personnes trans réfugiées, en premier lieu pour qu'elles trouvent un foyer social en Suisse, mais aussi pour faire tomber les barrières. C'est essentiel, car cette mise en réseau permet de faire converger les différentes expériences qui influencent l'orientation des luttes politiques: «Dans ce système mondial où le fascisme engendre la transphobie et le sexisme, nous devons lutter sur une ligne antifasciste.

Nous devrions apprendre des pratiques de lutte des réfugié·es transgenres et queer des pays que ces personnes ont dû quitter», poursuit Havin, soulignant ainsi les expériences importantes que de nombreuses personnes ayant fui leur pays apportent avec elles.

Car en Suisse aussi, des changements urgents sont nécessaires, comme le montre son expérience du système d'asile local. Interrogée sur trois améliorations pour les personnes trans dans le système d'asile, Havin demande clairement: «1. éviter l'isolement,

2. créer des espaces sociaux et un espace sûr avec sphère privée, 3. développer l'aide sociale financière». Reya soutient également cette idée et explique qu'en tant que femme trans*, elle a dû dormir dans une chambre d'hommes. Cela provoque une grande charge émotionnelle. Il faut des espaces protégés pour les personnes LG-

BTIQ réfugiées: «Un programme dans lequel nous pouvons traiter nos traumatismes émotionnels et trouver des conseils de nos pairs». La lacune dans le système est renforcée par un personnel non ou insuffisamment formé: «Celui-ci a besoin d'une formation sur l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre. C'est très important pour qu'il soit conscient et vigilant face à notre situation». Une formation n'efface évidemment pas des éléments fondamentalement problématiques comme le système des camps ou tous les mécanismes d'exclusion liés aux différents titres de séjour ou aux réglementations transphobes. En fin de compte, il faut des changements qui combattent la conception dominante du genre dans ses fondements, afin que des personnes comme La Mnato n'aient plus à souffrir de discrimination et de stigmatisation dans leur enfance – et qu'après avoir dû fuir, elles n'aient plus à lutter contre une discrimination similaire, mais trouvent la sécurité qu'elles recherchent. Un début pourrait être que la société commence à « nous écouter et nous comprendre » et s'engage activement en faveur des personnes trans*, de leurs droits et de leur existence.

(Ln) en collaboration avec le Transgender Network Switzerland





Infotour de Women in Exile, Brava et Sosf

En grève contre le patriarcat et le régime des frontières

Le 14 juin est une date importante de la lutte pour l'égalité des droits en Suisse. Depuis la grande grève de 2019, des femmes* jeunes et moins jeunes, des politicien-ne-x ou des travailleur-euse-x descendent dans la rue pour revendiquer leurs droits: abolir le patriarcat, combattre la discrimination, exiger et promouvoir l'autodétermination. Pourtant, les femmes* migrantes sont encore peu visibles ce jour-là. Les raisons en sont multiples: elles vivent dans des centres d'asile isolés, ont un emploi trop précaire pour pouvoir faire grève, ont peur de la police ou s'occupent de leurs propres enfants ou de ceux des autres. Aujourd'hui encore, des personnes migrantes FLINTA sont exclues de la lutte pour les droits des femmes* et de la lutte pour les personnes migrantes.

C'est précisément contre cette exclusion que Women in Exile se bat depuis plus de 20 ans. Women in Exile est une initiative auto-organisée de femmes* réfugiées qui a vu le jour en 2002 dans le Brandebourg. L'ONG Brava de Berne promeut également ce type d'auto-organisation. Et à différents endroits en Suisse, il existe souvent une résistance auto-organisée, peu visible mais tenace. C'est pourquoi nous unissons nos forces au printemps 2023 pour réunir différentes voix et expériences – féministes, antiracistes, intersectionnelles.

Tournée d'information et échanges en Suisse

L'échange d'informations et la mise en réseau sont essentiels pour la résistance politique – ce n'est qu'en échangeant que nous pouvons apprendre et développer des perspectives communes grâce aux contacts personnels. C'est pourquoi nous devons constamment nous efforcer de mettre en lumière différents thèmes, de promouvoir des réseaux pratiques et de faciliter l'échange de connaissances. C'est dans ce but que Solidarité sans frontières (Sosf), Brava et Women in Exile ont planifié, en collaboration avec des groupes locaux, une tournée d'information à travers la Suisse – du 25 mai au 1er juin. Chaque jour dans une ville différente.

Selon la devise: créons des perspectives communes contre l'isolement raciste et l'oppression patriarcale. Car ce n'est qu'en s'écoutant mutuellement, en échangeant, en se mettant en réseau que nous formerons des structures alternatives qui ne se contentent pas de lutter contre, mais qui construisent aussi quelque chose de nouveau.

(Ln) et (Sg)



Zurich, 25.05.23, 19.00h Lucerne, 26.05.23

MAISON DE LA GRÈVE FÉMINISTE, SIHLQUAI 115, 8005 ZURICH

La manifestation d'ouverture de l'Infotour pose cette question: Dans quelles mesure nos structures politiques sont ouvertes aux femmes* réfugiées? La maison de la grève féministe (feministisches Streikhaus) au cœur de Zurich est née de la grève féministe de 2019 et est un lieu d'organisation important pour de nombreuses luttes féministes.

16.45H APÉRO ET ÉCHANGE AU VÖGELIGÄRTL

19.00H ATELIER AU HELLO WELCOME, BUNDESSTRASSE 13, 6003 LUCERNE

De nombreux groupes auto-organisés échangeront dans le cadre d'un atelier sur la question de savoir ce qu'il faut pour que les luttes migrantes et féministes puissent être plus étroitement liées – notamment dans la perspective de la grève féministe. Les groupes suivants seront notamment présents: espace femmes KUNIGO, association culturelle kurde, groupe de femmes trans-culturelles OYA Lucerne, parlement des réfugié*es Lucerne, collectif de grève féministe Lucerne, groupe de visite Nothilfe Lucerne, Seebrücke, école autonome Lucerne, AWAS.

Bâle, 27.05.23

19.00h

GEWERKSCHAFTSHAUS, REBGASSE 1, 4056 BASEL

L'infotour à Bâle aura lieu dans la maison des syndicats (Gewerkschaftshaus) de la Rebgasse, au cœur de la ville. La maison des syndicats est aussi le lieu des collectifs locaux de sans-papiers et donc un point de référence important pour les luttes migrantes quotidiennes dans la ville au bord du Rhin.

Fribourg, 29.05.23

19.00h

SOIRÉE HÉBERGÉE PAR FRI-SON, RTE DE LA FONDERIE 13

Avec la complicité du collectif de la grève féministe Fribourg, Women in Exile posera à nouveau cette question importante: «Nos structures militantes sont-elles suffisamment ouvertes aux femmes* exilées?». Une conversation animée par Kaziwa Raim, spécialiste de l'intersectionnalité, cofondatrice et productrice du podcast l'InConfortable.

Lausanne, 31.05.23

19.00h

ESPACE DICKENS, AV. CHARLES DICKENS 4, 1006 LAUSANNE

Pour la dernière étape de cet infotour, Women in Exile fera halte à l'espace Dickens, où il sera question, avec le collectif de la grève féministe vaudoise, d'élargir les questions autour des luttes féministes et de l'intersectionnalité. WIE fera une rétrospective de ses 20 ans de lutte et les militant·es féministes et personnes intéressées du public pourront dialoguer autour des défis qu'il reste à relever en termes d'inclusivité, d'antiracisme et d'émancipation.

Berne, 28.05.23,

14.00h – 16.00h

DAZW/CHEN

Un workshop du dimanche en alliance avec le projet STIMMEN. Pour un public de femmes* migrantes, Women in Exile mènera un atelier sur le thème de l'auto-organisation. Dans une atmosphère intimiste, les femmes* exilées pourront partager leurs luttes quotidiennes, leurs victoires, leurs projets et leurs rêves.

Fribourg, 30.05.23

12.30h – 13.30h

HETS-FR, ROUTE DES ARSENAUX 16A

Dans le cadre d'une «midi conférence» de la Haute École de travail social de Fribourg, ouverte au public, WIE présentent leur travail de solidarité et de tissage de liens. La rencontre avec des étudiant·es, futur·es travailleur·euses sociales, ainsi qu'avec le public intéressé, permettra d'ancrer les réflexions dans le contexte local et permettra de nourrir des imaginaires émancipatoires, critiques et solidaires. Cette midi-conférence s'inscrit dans un cycle autour de la grève féministe, avec des perspectives d'ici, de là-bas et d'ailleurs.

Livre anniversaire de Women in Exile

Depuis plus de 20 ans, contre l'isolement des femmes* réfugiées

Le livre sera en vente lors de la tournée d'information de Sosf avec Women in Exile. Les personnes qui rateront l'infotour trouveront plus d'informations sur le site de Women in Exile: <https://www.women-in-exile.net/>. Le livre est en anglais et en allemand.

A l'occasion de ses 20 ans d'existence, Women in Exile a publié le livre «Breaking Borders to Build Bridges». Le livre rassemble différentes perspectives sur 20 ans d'auto-organisation féministe et migrante. Dans la première partie, des activistes de Women in Exile partagent leurs points de vue sur leurs activités. Bethi, qui nous accompagnera également lors de l'infotour fin mai, explique clairement de quoi il est question: abolir les camps et non pas juste les rendre plus accueillants. «La plupart des problèmes auxquels sont confrontées les femmes* exilées pourraient être éliminés si elles avaient le choix de leur hébergement», écrit-elle, appelant à l'abolition de tous les camps et à un hébergement digne pour les personnes exilées.

Dans la deuxième partie, les enfants et ami-es de Women in Exile partagent leur vision, décrivent leurs belles expériences, mais parlent aussi de la raison pour laquelle nous devrions tous et toutes nous référer davantage à des réseaux comme Women in Exile, apprendre d'eux – et ne pas partir du principe paternaliste qu'ils ont besoin de nous, mais que c'est nous qui avons besoin d'eux.

La troisième partie met l'accent sur différents thèmes, comme par exemple un article de Vanessa Eileen Thompson sur la manière dont Women in Exile tente d'abolir les frontières et les camps, tout en construisant beaucoup d'inédit.

Le livre se termine par un manifeste, et des mots de perspective commune: «Women in Exile est un groupe, un groupe politique, un groupe social, un groupe d'amies, de sœurs, de mères et d'enfants; mais pas seulement un groupe: une famille».

Ce livre résume de manière personnelle le travail impressionnant de Women in Exile. Il décrit les visites de camps, les revendications pour la liberté de mouvement pour toutes et tous, les luttes quotidiennes communes, leurs points de contact et de nombreux moments personnels, beaux, difficiles, furieux. Toutes les personnes qui le peuvent devraient le lire.

(Ln)

Le livre se termine par un manifeste, et des mots de perspective commune: «Women in Exile est un groupe, un groupe politique, un groupe social, un groupe d'amies, de sœurs, de mères et d'enfants; mais pas seulement un groupe: une famille».

IMPRESSUM

**BULLETIN
SOLIDARITÉ SANS FRONTIÈRES**

Paraît 4 fois par an

ISSN 2673-7701

Tirage de cette édition:

2500 allemand / 600 français

Affirmés par la REMP/FRP:

2260 deutsch / 517 französisch

Composition/Graphisme:

Graziella Bärtsch et Moana Bischof

Impression et expédition:

selva caro druck ag, Flims Waldhaus

Rédaction:

Lorenz Naegeli (Ln), Sophie Guignard (Sg)

Traductions:

Sosf

Lectorat: **Marianne Benteli, Olivier von**

Allmen

Photos:

Eric Roset

Délai rédactionnel pour le prochain numéro: le 26 juillet 2023

Nous nous réservons le droit d'abréger le courrier des lecteurices

Cotisation 2023 abo inclus:

salariés Fr. 70.- / couples Fr. 100.- /

non-salariés Fr. 30.- /

organisations Fr. 120.-

Abonnement:

individuel Fr. 30.- / organisations Fr. 50.-

Editrice:

Solidarité sans frontières

Schwanengasse 9

3011 Bern

(regroupement CAS/MODS)

Tél. 031 311 07 70

sekretariat@sosf.ch

www.sosf.ch

CP 30-13574-6

IBAN CH03 0900 0000 3001 3574 6

BIC POFICHBEXXX

Projet « Voix de femmes exilées »

Un pont entre les femmes exilées et le public, les médias et la politique

Avec le projet « Voix de femmes exilées », l'ONG Brava donne aux femmes concernées le pouvoir de s'exprimer et de se faire entendre. Elle organise à cet effet des réunions régulières. Tant les thèmes que les actions qui en découlent sont déterminés par les participantes elles-mêmes.

En janvier 2022, une délégation de femmes du projet Stimmen a obtenu de haute lutte une rencontre avec le conseiller d'État bernois responsable de l'asile, Philippe Müller. Elles lui ont présenté un catalogue de revendications, basé sur leurs expériences et besoins au quotidien.

Le catalogue complet est disponible sur le site web de Brava. Il commence par une simple déclaration : « Nous voulons être entendues ». Les autrices expliquent clairement qu'elles rencontrent des obstacles en tant qu'exilées, mais aussi qu'elles sont discriminées en tant que femmes.

Elles demandent par exemple de meilleurs soins de santé, la possibilité de traitements psychothérapeutiques ou des traductions lors des rendez-vous médicaux. Elles demandent également à pouvoir participer à la vie sociale, par exemple en bénéficiant d'un soutien adéquat pour l'apprentissage de la langue, de possibilités de formation et de travail (indépendamment du statut de séjour) ou de locaux dans les centres d'asile qui permettent l'apprentissage. La situation géographique des centres pour demandeur·ses d'asile (souvent très éloignés et difficiles d'accès) isole les résident·es et rend encore plus difficile leur participation à la vie sociale.

La sécurité des femmes dans les centres d'asile doit également être enfin garantie. Les participantes au projet demandent par exemple qu'elles puissent fermer

leurs portes à clé ou que les toilettes pour femmes ne se trouvent pas à proximité immédiate de celles des hommes. Elles veulent que les femmes seules ne soient pas logées dans le même bâtiment que les hommes seuls. Enfin, elles demandent que le personnel soit formé professionnellement à l'encadrement des personnes ayant des besoins particuliers.

Les conditions de logement dans les centres, en particulier ceux pour débouté·es, doivent s'améliorer. Il faut des pièces plus calmes, des activités pendant la journée, de meilleures conditions d'hygiène et une plus grande protection contre la violence, mais aussi une protection de la sphère privée et, enfin, suffisamment de personnel qui ait le temps d'écouter et de répondre aux préoccupations des résident·es. Les participantes au projet soulignent que l'hébergement dans des centres d'asile n'est pas une situation de logement appropriée, en particulier pour les femmes et enfants.

Les revendications sont simples et claires. Il s'agit de mesures concrètes, faciles à mettre en œuvre. Ces revendications mettent en évidence l'ignorance des besoins des personnes en fuite : soigner les dents au lieu de les arracher, poser des serrures sur les portes ou former le personnel – ce ne sont pas des exigences élevées. Et pourtant : La rencontre avec les autorités en janvier 2022 a été décevante. Alors que certains abus, comme

ANNONCES



SOLIKARTE

Donner des points cumulus pour des personnes en détresse.
Enregistrez-vous maintenant sur solikarte.ch



wir drucken
Klimaneutral

für den wald.

umweltbewusster druck und klimaschutz ist uns ein anliegen.
ihr produkt wird bei uns klimaneutral gedruckt und
auf wunsch mit dem label von climatepartner versehen.
so engagieren auch sie sich für nachhaltigkeit und klimaschutz.

selva caro druck
die kleine druckerei inmitten der natur.

rudi dadens 6 7018 flims t 081 911 22 55 mail@selvacaro.ch www.selvacaro.ch



la violence sexuelle ou le manque de personnel formé, ont été reconnus et que des mesures ont été promises (voir toutefois l'interview en p. 4 – 5), les femmes du projet ont été désabusées sur d'autres points: « C'était bien qu'ils nous écoutent. Mais ce n'est pas suffisant pour nous. Nous voulons être prises au sérieux et nous attendons que des actions concrètes suivent », déclare l'une des femmes exilées.

**« Nous voulons être entendues »,
les autrices du texte l'expliquent
clairement: elles rencontrent des
obstacles en tant que personnes
exilées, mais aussi des discrimina-
tions en tant que femmes.**

Les femmes du projet Stimmen ne lâcheront pas et continuent à s'engager activement pour défendre leur cause, soutenues par Brava.

(Sg) en collaboration avec Brava
brava-ngo.ch

Agenda

Courses contre le racisme et les frontières

16 SEPTEMBRE 2023, BÂLE

Comme chaque année au coeur de la ville, près de la Bäckeranlage.

Infos et inscription:

<https://www.laufgegenrassismus.ch/>

17 SEPTEMBRE 2023, ZÜRICH

Organisée par la Freiplatzaktion et la permanence pour les sans-papiers de Bâle. Infos et inscription:

<https://laufgegengrenzen.ch/>

Conférence : La participation plutôt que l'exclusion

Vaincre le racisme et la précarisation avec une politique migratoire solidaire et durable

23 SEPTEMBRE 2023, À PARTIR DE 12H,
BERNER GENERATIONENHAUS, BAHN-
HOFPLATZ 2

organisée par: Sosf, VPOD/SSP, Unia et solinetze.ch

Enough – journées d'action antiraciste

6-10 SEPTEMBRE 2023, PARK PLATZ,
ZÜRICH

Pour la quatrième édition des journées d'action, le thème sera « La violence raciste de l'État et comment y résister »

Plus d'infos:

www.aktionstage-enough.ch

Aux abris – expo sur les abris PC suisses :

histoires, usages, potentiels

ENCORE JUSQU'AU 8 JUIN 2023
BÂTIMENT DE LA RASUDE, 5^{ÈME} ÉTAGE
AVENUE D'OUCHY 6, 1006 LAUSANNE

Ateliers d'écriture et dessin pour les prisonniè-res politiques

CHAQUE DERNIER MERCREDI DU MOIS
BIBLIOTHÈQUE ÉCOFÉMINISTE « DE LA BISE »
RUE BASSE 44, BIENNE